

SHORT NEWS

Le gouvernement fait un tabac !

(lc) - Que celles et ceux qui ne doutaient pas encore de la cohérence des mesures budgétaires du « Zukunftspak » se détrompent : avec la baisse des accises sur le tabac pour contrebalancer la hausse de la TVA à partir de janvier, le gouvernement s'est définitivement révélé être une bande de fumeurs de moquette. D'abord, parce que ce ne sont pas que les fumeurs luxembourgeois qui sont visés, mais surtout ceux de la Grande Région - on n'exporte donc pas uniquement des clopes à bas prix, mais aussi les cancers du poumon et leurs frais. Puis, point de vue « plan cancer », ça ne le fait pas trop. D'ailleurs, la ministre de la Santé Lydia Mutsch ne s'est toujours pas exprimée, tandis que la Fondation Cancer ne mâche pas ses mots pour exprimer son choc. Enfin, cette mesure révèle aussi l'incohérence de la politique gouvernementale : tandis que la TVA augmente sur l'alcool et l'essence sans contrepartie - ce qui entraînera des baisses de consommation, donc de revenus pour l'Etat - seul le tabac est épargné. Un fait qui a fait dire à de mauvaises langues que le ministre des Finances aurait eu l'oreille ouverte pour le lobbying du producteur luxembourgeois Heintz van Landewyck. Honni soit qui mal y pense.

Remember, remember the 5th of November

(lc) - Décidément les révolutionnaires de nos jours sont presque tous anonymes. A l'instar du « Comité invisible » qui, après « L'insurrection qui vient », a publié la semaine dernière un nouvel opus appelé « A nos amis », dont on vous reparlera dans ces pages, des millions d'anonymes prévoient de se montrer plus ou moins ouvertement le 5 novembre, à l'instigation du réseau de hacktivistes « Anonymous ». La date du « Million Mask March » n'est pas innocente, puisqu'elle est reprise du film « V pour Vendetta », les « Anonymous » ayant également adopté le masque du héros principal. La marche est prévue pour devenir un événement mondial, mais pas au Luxembourg, qui ne semble pour l'instant pas disposer d'une filiale « Anonymous ». Les revendications sont aussi éclectiques que confuses : on parle corruption, TTIP, Fukushima, Assange et Snowden. Ce qui laisse planer le doute sur une transmission efficace des idées. D'autant plus que les « organisateurs » font aussi de la publicité pour les nouvelles « Montagsdemos » allemandes - qui chaque lundi rassemblent des amateurs de Chemtrails et autres théories conspiratives souvent farfelues. Soit, on est curieux de connaître l'impact de ce mouvement dans la réalité.

NewB, une banque sans bonds ni bonus

(lm) - Que faire des banques? Elles nous ont précipité dans la crise, nous les avons sauvées, elles se sont plaint des régulations, nous leur avons lâché la bride. Et maintenant elles recommencent leurs folies. « Les casser », recommandent les uns, « les nationaliser » proposent les autres. Mais voici qu'une initiative belge s'est mis en tête de tout simplement créer une alternative, une banque pas comme les autres, avec des coopérateurs à la place d'actionnaires, des investissements exclusivement dans l'« économie réelle » et une échelle des salaires allant de 1 à 5 seulement. Mercredi soir, Dirk Coeckelberg, le directeur de la future banque « NewB », était au Luxembourg sur invitation d'Etika, afin de présenter la démarche. Le magazine Paperjam cite Coeckelberg regrettant qu'il n'y ait que 1,8 pour cent d'investissements éthiques en Europe : « Les citoyens réclament aujourd'hui des banques éthiques, qui prennent moins de risques avec leur argent et leur donnent le pouvoir de s'exprimer. » Le directeur s'est aussi plaint du mauvais accueil de la Banque nationale de Belgique, qui exige que NewB intègre une grande banque comme actionnaire. Theodor W. Adorno estimait qu'il ne pouvait y avoir de vie juste au sein de la vie fausse. Peut-il y avoir une finance juste au sein de la finance fausse ?

CITIZEN

EBOLA

Changer de priorité

Médecins Sans Frontières

MSF met en garde contre les effets de la mise en quarantaine forcée du personnel de santé de retour de la lutte contre Ebola.

Cette disposition, appliquée même en l'absence de symptômes, n'est pas fondée sur des mesures scientifiques et pourrait ruiner les efforts en cours pour endiguer l'épidémie à la source. La priorité doit être donnée à un suivi rigoureux de l'état de santé des personnes de retour d'un pays touché par Ebola, plutôt qu'à l'isolement coercitif de personnes ne présentant pas de symptômes.

« Il existe d'autres façons de concilier les craintes de l'opinion publique et les impératifs de santé publique. La panique dans les pays qui ne sont que marginalement touchés par l'épidémie ne peut pas être le curseur de la réponse à Ebola », précise Sophie Delaunay, directrice générale de MSF aux États-Unis. « Les dispositions qui ne reposent pas sur des arguments médicaux et scientifiques, et qui visent à isoler des travailleurs humanitaires en bonne santé, risquent fortement de décourager d'autres personnes à s'engager dans la lutte contre l'épidémie à la source, en Afrique de l'Ouest ».

Les volontaires internationaux de MSF doivent déjà faire face à la lourdeur des quatre à six semaines de mission dans les pays touchés par Ebola. Le risque d'être mis en quarantaine pendant 21 jours après la fin de leur mission a déjà poussé certains volontaires à réduire la durée de leur permanence sur le terrain. D'autres pourraient ne plus être disposés à partir. Cela risque d'avoir d'importantes répercussions sur les opérations menées sur le terrain par MSF et

par d'autres organisations, au risque d'entraîner une pénurie de personnel alors même que l'épidémie ne cesse de se propager.

L'intervention de MSF repose sur un groupe limité de personnes ayant des compétences très spécifiques, nécessaires dans le contexte d'une épidémie d'Ebola. Restreindre ultérieurement les capacités de déploiement de ces travailleurs humanitaires pourrait avoir de très graves conséquences. Depuis le mois de mars, plus de 700 volontaires internationaux de MSF se sont rendus en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la réponse à l'épidémie.

Combattre Ebola sur place

Le durcissement des mesures de surveillance à destination des travailleurs humanitaires de retour aux États-Unis pourrait entraîner l'adoption de mesures similaires dans d'autres pays. Ceci multiplierait les effets négatifs sur la capacité à combattre l'épidémie en Afrique de l'Ouest.

« Nous devons être guidés par les connaissances scientifiques, pas par les agendas politiques, explique le Dr. Joanne Liu, présidente internationale de MSF. La meilleure façon de réduire le risque de propagation d'Ebola en dehors de l'Afrique de l'Ouest est de la combattre sur place. Les politiques qui vont à l'encontre de ce principe, ou qui découragent les personnes qualifiées d'offrir leur aide, sont myopes. Pour endiguer cette épidémie, nous devons regarder au-delà de nos frontières ».

Les connaissances scientifiques dont nous disposons montrent que les personnes infectées par le vi-

PHOTO: UNION EUROPEENNE



SHORT NEWS

Culture : ça ne va pas mieux en communiquant

(lc) - Ce lundi, la ministre de la Culture Maggy Nagel a invité la presse pour détailler les mesures d'économie contenues dans le fameux « Zukunftspak ». « Oubliez le verbe économiser » a-t-elle tonnée avant d'expliquer les coupes. En ce qui concerne la fusion évoquée entre le Mudam et le Casino, on constate un premier rétropédalage de la ministre. A présent, on ne parle plus que de « synergies » entre les deux institutions d'art contemporain. Des synergies qui de toute façon sont en place depuis des années. Autre grande nouvelle : à l'horizon 2016-2017, ce ne sera plus le ministère qui s'occupera des subventions, mais un « organisme intermédiaire » - le Fonds Culturel National en d'autres mots. Ce changement explique la réforme de la loi sur celui-ci et présentera sûrement le désavantage pour les associations demandeuses de subventions qu'une source d'argent disparaîtra et donc les rendra encore plus dépendantes d'une seule institution. Sinon, la fermeture hivernale du Pomhouse et du musée des Trois Glands n'a étonné qu'en partie tandis que les projets Hall des Soufflantes et extension de l'Ardoisière de Martelange sont remis aux calendes grecques.

Stolpersteine für Differdingen

FOTO: CLAUDE PISCITELLI

(avt) - Vergangenen Dienstag wurden in der Cité du fer 15 Stolpersteine für jüdische BürgerInnen verlegt, die aus Differdingen deportiert wurden. Die Initiative für das Erinnerungsprojekt ging von dem ehemaligen DP-Gemeinderat Michel Braquet aus, der das Projekt mittels einer Motion im April 2013 im Gemeinderat angestoßen hatte. Der Künstler Gunter Demnig, der europaweit mittlerweile rund 48 000 Stolpersteine verlegt hat, verlegte die Steine vor den damaligen Wohnhäusern der Deportierten. Die Kritik, die vor allem in Deutschland in den letzten

Jahren an seinem Erinnerungsprojekt aufgekommen ist - die Namen der Opfer würden buchstäblich mit Füßen getreten - will Demnig nicht gelten lassen. Vielmehr seien die Messing-Steine so konzipiert, dass man sie durch das Darauftreten zusätzlich poliere. Ihr eigentlicher Sinn ist jedoch, dass man sich vor den Opfern verbeugt, durch die Namen an sie erinnert wird und zugleich über die unrühmliche Geschichte stolpert. Rund 90 Juden lebten im Mai 1940 in Differdingen. Mit der Deportation der Witwe Fuhrlaiser, die trotz ihrer Ganzkörperlähmung am 6. August 1942 nach Fünfbrunnen verschleppt wurde, galt Differdingen nach NS-Terminologie als „judenrein“. Der Historiker Cédric Faltz hat in den vergangenen Monaten die Schicksale der aus Differdingen deportierten Menschen recherchiert. Die daraus entstandene Ausstellung ist noch bis zum 2. November im Differdinger Stadthaus zu sehen und wird danach als Wanderausstellung an verschiedenen Schulen Luxemburgs, zunächst am LTMA in Pétingen gezeigt. Bürgermeister Traversini hatte sich anlässlich der Vernissage als erster politischer Repräsentant öffentlich für die Kollaboration seiner Gemeinde mit dem NS-Regime entschuldigt. Faltz kommt in seinen Recherchen zu dem Schluss, dass die kommunale Behörde seinerzeit mit Hilfe ihres Bürgermeisters Pierre Gansen, mit der deutschen Besatzungsmacht kollaboriert und durch ihren Übereifer die Nationalsozialisten bei ihren Taten unterstützt hat. Ende des Jahres wird auch die nationale Historikerkommission dem Premier ihren Abschlussbericht über die Kollaboration Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg vorlegen.



PHOTO: WIKIMEDIA

rus Ebola ne transmettent pas le virus lorsqu'elles ne présentent pas de symptômes. De plus, et à la différence d'un rhume ou de la grippe, Ebola ne se transmet pas par voie aérienne. Le virus ne se transmet que par contact direct avec les fluides corporels d'une personne infectée et symptomatique, tels que le sang, les vomissures ou les selles.

Les protocoles MSF qui encadrent le retour du personnel dans son pays d'origine se basent sur les directives des organismes de santé internationaux, en particulier l'Organisation Mondiale de la Santé et les Centers for Disease Control (CDC) américains, et ils sont appliqués rigoureusement.

Risque de stigmatisation

En outre, il existe un risque important de stigmatisation du personnel de santé. Il est fondamental que l'opinion publique conserve la confiance dans les soignants. Le personnel spécialisé dans la prise en charge des maladies infectieuses, comme la tuberculose ou le VIH/Sida, n'est pas confronté à cette stigmatisation et à ces mesures de restriction des mouvements.

La réponse de MSF à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a commencé en mars 2014. MSF mène actuellement des activités dans trois pays, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, où elle emploie 270 volontaires internationaux et plus de 3.000

personnes recrutées localement. MSF gère six centres de prise en charge des cas d'Ebola, deux dans chacun des trois pays, pour un total d'environ 600 lits dans des unités d'isolement. Depuis le début de l'épidémie, plus de 4.900 patients ont été admis dans ces centres, dont environ 3.200 cas confirmés d'Ebola. Près de 1.140 personnes ont survécu. Plus de 877 tonnes de matériel ont été acheminées dans les trois pays depuis le début de l'intervention en mars.

En 2013, pour l'ensemble des projets MSF dans près de 70 pays, plus de neuf millions de personnes ont reçu des soins médicaux. Plus de 180.000 femmes ont pu accoucher dans un environnement médicalement sûr, et plus de 77.000 interventions chirurgicales ont été réalisées. Près de deux millions de cas de paludisme ont été traités.

Pour un volontaire MSF, chaque mission comporte un important investissement en temps, en énergie et en compétences avant, pendant, et après sa permanence sur le terrain. Les protocoles de l'organisation sont conçus en tenant compte de cette réalité : pour réussir à fournir des soins médicaux vitaux aux personnes qui en ont le plus besoin, il faut tout mettre en œuvre pour préserver la santé du personnel humanitaire.